

# CONDITIONS GÉNÉRALES D'UTILISATION DE LA MARKETPLACE STRIME

---

Date d'entrée en vigueur : 01/01/2023

Market & Co est une société par actions simplifiée dont le siège social est situé 15 rue Rivay à Levallois (92300), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 849 327 531 (dénommée ci-après « **Strime** »).

Strime est un opérateur de plateforme qui met à disposition une place de marché en ligne accessible à l'adresse [www.strime.fr](http://www.strime.fr) (dénommée ci-après la « **Marketplace** ») sur laquelle des Fournisseurs peuvent vendre leurs produits à des Magasins.

La Marketplace est spécialisée dans une large gamme de produits alimentaires et non alimentaires de la grande distribution.

Elle est strictement réservée aux professionnels de la grande distribution.

Lorsqu'un Fournisseur vend un produit à un Magasin, un contrat de vente est conclu entre eux et Strime est un tiers à ce contrat.

Les présentes conditions générales d'utilisation (dénommées ci-après les « **Conditions Générales d'Utilisation** » ou « **CGU** ») sont conclues entre Strime et tout Visiteur.

**L'ACCÈS A LA MARKETPLACE IMPLIQUE L'ACCEPTATION PLEINE ET ENTIÈRE PAR LE VISITEUR DES PRÉSENTES CGU.**

## 1. DÉFINITIONS

---

Les termes employés dans les CGU qui comportent une majuscule ont la signification indiquée ci-après. Lorsqu'ils sont employés sans majuscule, ils ont la signification utilisée dans le langage courant.

« **Magasin** » désigne toute personne physique ou morale autorisée à utiliser la Marketplace et qui commande un Produit en vue de se le faire livrer.

« **Conditions Générales d'Utilisation** » ou « **CGU** » désignent les présentes conditions générales d'utilisation et ses annexes.

« **Partie** » désigne indifféremment Strime ou le Visiteur de la Marketplace.

« **Parties** » désignent ensemble le Visiteur et Strime.

« **Politique de Confidentialité** » désigne la politique de confidentialité de Strime qui fournit aux personnes concernées par un traitement de données à caractère personnel réalisé par Strime en tant que responsable de traitement la façon dont leurs données sont traitées et leur explique leurs droits. Cette Politique de Confidentialité est accessible en ligne.

« **Produits** » désigne tout bien ou tout service licite et pouvant être commercialisé sur la Marketplace.

« **RGPD** » désigne le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

« **Services** » désignent l'ensemble des services techniques et humains assurés par Strime dans la fourniture de la Marketplace.

« **Visiteur** » désigne toute personne qui accède et consulte la Marketplace sans y être inscrite.

## 2. OBJET

---

Les CGU encadrent la relation contractuelle entre Strime et tout Visiteur et expliquent les droits et obligations de chaque Partie dans le cadre de l'accès à la Marketplace.

L'accès à la Marketplace implique l'acceptation préalable, pleine et entière des CGU par le Visiteur.

## 3. DURÉE

---

Les CGU s'appliquent chaque fois que le Visiteur accède à la Marketplace et aussi longtemps que le Visiteur continue d'utiliser les Services.

## 4. COMPORTEMENTS INTERDITS

---

Le Visiteur s'interdit de :

- copier, reproduire, modifier, créer des œuvres dérivées, distribuer ou divulguer au public tout contenu appartenant à Strime sans son consentement exprès préalable et écrit ou, le cas échéant, de celui des tiers concernés.
- perturber ou tenter de perturber le bon fonctionnement de la Marketplace ou des activités qui s'y déroulent ;
- contourner les protocoles d'exclusion des robots ou toute autre mesure utilisée pour empêcher ou limiter l'accès à Strime ;
- enfreindre les lois, les droits de tiers ou les dispositions des présentes CGU ;
- contourner le fonctionnement de la Marketplace, d'une quelconque façon que ce soit ;
- mettre en ligne par le biais de la Marketplace des informations fausses, erronées, trompeuses, insultantes, calomnieuses, diffamatoires à l'encontre de Strime ou de tiers ;
- divulguer des données à caractère personnel de tiers ;
- utiliser les identifiants d'un autre Visiteur ;
- pirater ou tenter de pirater les identifiants d'un autre Visiteur ;
- mettre en ligne, publier sur la Marketplace des virus ou d'autres technologies susceptibles de nuire au fonctionnement de la Marketplace, aux activités de Strime, ou aux visiteurs et utilisateurs (Fournisseurs, Magasins) de la Marketplace ;
- utiliser des automates (robots) de crawling, de scraping ou tout autre procédé automatisé pour accéder à la Marketplace ou pour y récupérer (consulter, aspirer) des contenus y figurant.

## 5. RÔLE D'HÉBERGEUR DE STRIME

---

Strime n'exerce ni contrôle préalable ni surveillance générale sur les Contenus diffusés par les Fournisseurs ou les Magasins sur la Marketplace. Son rôle consiste à fournir un service intermédiaire d'hébergement au sens du règlement européen 2022/2065 du 19 octobre 2022 (Digital Services Act)r.

Par conséquent, Strime ne saurait être responsable en cas d'activité ou d'information illicites du fait des Fournisseurs ou des Magasins.

Strime se réserve le droit, dès le moment où il en a connaissance, de retirer l'accès aux informations illicites ou de rendre leur accès impossible au public. Le Visiteur peut notifier à Strime des informations manifestement illicites en remplissant le formulaire accessible à l'adresse suivante : [info@strime.fr](mailto:info@strime.fr).

Conformément aux termes de l'article 6-I-5 de la loi française n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique (LCEN) et l'article 16 du règlement européen 2022/2065 du 19 octobre 2022 (Digital Services Act) , ladite notification devra mentionner l'ensemble des informations suivantes :

- la date de notification ;
- si le notifiant est une personne physique : ses nom, prénom, profession, domicile, nationalité, date et lieu de naissance ;
- si le notifiant est une personne morale : sa forme, sa dénomination, son siège social et l'organe qui la représente légalement ;

- la description des faits litigieux et leur localisation précise (ex : lien URL vers le contenu signalé) ;
- les motifs pour lesquels le contenu doit être retiré, comprenant la mention des dispositions légales et des justifications de faits ;
- une déclaration confirmant que le notifiant pense, de bonne foi, que les informations et les allégations que sa notification contient sont exactes et complètes.

## 6. ACCÈS À LA MARKETPLACE

Le Visiteur fait son affaire personnelle, à ses frais exclusifs, de l'acquisition, la mise en place, la maintenance et la connexion des différents éléments de la configuration et des moyens de télécommunications nécessaires à l'accès à la Marketplace.

L'accès à la Marketplace s'effectue à travers le réseau Internet, principalement via le site internet [www.strime.fr](http://www.strime.fr).

L'accès à la Marketplace s'effectue à partir du matériel informatique du Visiteur.

## 7. DISPONIBILITÉ DES SERVICES

Strime met en œuvre ses meilleurs efforts pour offrir une disponibilité des Services se rapprochant le plus possible d'une disponibilité 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Il ne s'agit que d'une obligation de moyen et la Marketplace pourra connaître des périodes d'indisponibilité temporaire, à toute heure de la journée.

Strime attire l'attention du Visiteur sur le fait que :

- l'accès et l'utilisation de la Marketplace pourra être interrompu ou ralenti pour toutes causes indépendantes de la volonté de Strime, notamment en cas de saturation au niveau régional ou mondial du réseau Internet ou au niveau du centre de serveurs du prestataire d'hébergement ;
- les interventions ponctuelles de Strime pour la maintenance de la Marketplace et la correction d'anomalies pourront entraîner des interruptions momentanées des Services.

## 8. INTERRUPTION DES SERVICES

Strime pourra interrompre l'accès à ses Services et à la Marketplace sans obligation d'en informer préalablement les Visiteurs.

## 9. CLASSEMENT DES RÉSULTATS DE RECHERCHE

La Marketplace permet aux internautes de rechercher des références produit par le biais de mots clés sur un moteur de recherche.

Les résultats sont présentés et classés par défaut en fonction de leur pertinence avec l'intitulé des fiches des produits proposés par l'ensemble des Fournisseurs. Ce classement par défaut est celui qui satisfait majoritairement les internautes.

L'internaute peut décider de modifier ce classement par défaut afin que les résultats s'affichent en fonction d'un paramètre différent :

- classement par typologie de Produits;
- classement par Fournisseurs;
- classement par origine des Produits;
- classement par gammes de prix;
- classement par date de mise à jour des Produits.

Certains Produits peuvent être commercialement mis en avant sur la Marketplace, y compris dans les résultats de recherche, moyennant une rémunération directe ou indirecte de la part des vendeurs. Ces Produits gagneront en visibilité sur les pages de résultats de la recherche. Ils seront signalés par la mention « Sponsorisé », « Publicité » ou toute autre mention équivalente, afin de les distinguer des autres résultats.

## 10. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DE STRIME

Strime est et demeure titulaire de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle sur la Marketplace, quelle que soit leur nature, ainsi que de l'ensemble de son savoir-faire d'éditeur de place de marché en ligne, les CGU n'opérant aucun transfert de droits de propriété intellectuelle au bénéfice du Visiteur.

Toute utilisation commerciale par le Visiteur de la dénomination sociale de Strime, de son nom commercial, de ses marques verbales comme figuratives est interdite.

## 11. PROTECTION DES BASES DE DONNÉES

Strime rappelle à tout Visiteur que, conformément à la directive 96/9 du 11 mars 1996 concernant la protection juridique des bases de données et au code de la propriété intellectuelle français, est interdit :

- l'extraction et/ou la réutilisation de partie quantitativement ou qualitativement substantielle de sa base de données ;
- l'extraction et/ou la réutilisation répétée et systématique de tout ou partie de sa base de données.

En outre, lorsque la base de données de Strime ne sera pas protégée au titre de la directive 96/9 du 11 mars 1996, Strime restreint contractuellement les droits des Visiteurs et leur interdit toute extraction et/ou réutilisation de tout ou partie de la base de données sans son autorisation.

Le Visiteur n'est pas autorisé à utiliser des robots, spiders et autres technologies ayant pour finalité d'accéder, de lire, extraire, reproduire le contenu de la Marketplace, en particulier les fiches des Produits, les fiches de présentation des Fournisseurs, le catalogue des produits, leur descriptif, leur prix.

Compte-tenu de ce qui précède, toute violation du présent article pourra faire l'objet, outre de la résiliation des CGU entre Strime et le Visiteur, de poursuites civiles et/ou pénales.

## 12. DONNÉES PERSONNELLES

Le fonctionnement de la Marketplace et la fourniture des Services impliquent pour Strime de collecter et de traiter des données à caractère personnel des Visiteurs.

Ces traitements sont effectués conformément à la législation applicable et notamment le RGPD et la loi française du 6 janvier 1978 « Informatique et Libertés ».

Le Visiteur peut consulter la Politique de Confidentialité de Strime à l'adresse suivante : [insérer le lien vers votre politique de confidentialité].

## 13. MODIFICATION DES CGU

Strime est libre de modifier ses CGU à tout moment.

Seule la dernière version des CGU mise en ligne sur la Marketplace s'applique.

Il incombe au Visiteur de prendre connaissance des CGU lors de chaque accès à la Marketplace.

## 14. LIMITATION DE RESPONSABILITÉ

STRIME EST UNIQUEMENT SOUMISE À UNE OBLIGATION DE MOYENS DANS LA FOURNITURE D'UN ACCÈS À LA MARKETPLACE.

LA RESPONSABILITÉ DE STRIME NE POURRA ÊTRE ENGAGÉE QUE POUR LES DOMMAGES DIRECTS QUI POURRAIENT RÉSULTER DANS L'ACCÈS À LA MARKETPLACE ET À CONDITION QUE LE VISITEUR ÉTABLISSE UN LIEN DE CAUSALITÉ DIRECT ENTRE LE PRÉJUDICE ALLÉGUÉ ET LA PREUVE D'UN MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS CONTRACTUELLES DE STRIME.

EN OUTRE, LA RESPONSABILITÉ DE STRIME NE POURRA ÊTRE RECHERCHÉE EN CAS DE FAUTE, NÉGLIGENCE, OMISSION OU DÉFAILLANCE DE LA PART DU VISITEUR.

STRIME NE POURRA EN AUCUN CAS ÊTRE TENUE RESPONSABLE DES DOMMAGES INDIRECTS, ET NOTAMMENT DES DOMMAGES LIÉS À L'INTERRUPTION OU À L'INDISPONIBILITÉ DES SERVICES QUI CONSTITUERAIENT UNE AUGMENTATION DES FRAIS GÉNÉRAUX, DES PERTES DE PROFIT, FINANCIÈRES, D'IMAGE OU D'EXPLOITATION, PERTES DE DONNÉES, FICHIERS, UNE PERTURBATION DE L'ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE DU VISITEUR, OU CONSTITUÉS PAR DES ACTIONS DIRIGÉES PAR DES TIERS CONTRE LE VISITEUR.

DANS L'HYPOTHÈSE OÙ LA RESPONSABILITÉ DE STRIME SERAIT RETENUE À QUELQUE TITRE QUE CE SOIT, LE MONTANT TOTAL DES INDEMNITÉS QUE STRIME POURRAIT ÊTRE AMENÉE À VERSER AU VISITEUR AU TITRE DES PRÉSENTES CGU NE POURRA DÉPASSER, TOUTES SOMMES ET TOUS DOMMAGES CONFONDUS, LA SOMME DE CENT (100) EUROS ET CE, QUELS QUE SOIENT LA NATURE ET LE FONDEMENT JURIDIQUE DE LA RÉCLAMATION ET LA PROCÉDURE EMPLOYÉE POUR LA FAIRE ABOUTIR.

AUCUNE RÉCLAMATION ET/OU ACTION DU VISITEUR, POUR QUELQUE CAUSE QUE CE SOIT, NE POURRA ÊTRE FORMULÉE ET/OU ENGAGÉE CONTRE STRIME PASSÉ UN DÉLAI DE DOUZE (12) MOIS APRÈS LA SURVENANCE DU FAIT SUR LEQUEL ELLE REPOSE.

## 15. CONVENTION SUR LA PREUVE

Les Parties reconnaissent une valeur probante aux données informatisées échangées entre elles par tout moyen électronique et notamment par le biais de la Marketplace.

Les registres informatisés, conservés dans les systèmes informatiques de Strime dans des conditions raisonnables de sécurité, sont considérés comme des preuves des communications intervenues entre les Parties.

## 16. DROIT APPLICABLE ET RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

LES CGU SONT RÉGIES PAR LA LOI FRANÇAISE ALORS MÊME QUE L'UNE DES PARTIES SERAIT DE NATIONALITÉ ÉTRANGÈRE, INSCRITE ET IMMATRICULÉE EN TANT QUE SOCIÉTÉ DANS UN ÉTAT DIFFÉRENT ET/OU QUE LE CONTRAT S'EXÉCUTERA EN TOUT OU PARTIE À L'ÉTRANGER.

TOUT DIFFÉREND OU LITIGE DÉCOULANT DE LA VALIDITÉ, DE L'INTERPRÉTATION ET/OU DE L'EXÉCUTION DES CGU, QUE LES PARTIES NE POURRAIENT RÉSOUDRE À L'AMIABLE, SERA SOUMIS À LA COMPÉTENCE EXCLUSIVE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS, MÊME EN CAS DE PLURALITÉ DE DÉFENDEURS, D'ACTION EN RÉFÉRÉ OU D'APPEL EN GARANTIE.